

Les États généraux pour la paix au Vietnam

Grandes manœuvres et petite résolution

Des États généraux pour la paix au Vietnam se sont tenus les 20 et 21 mai dernier, salle Pleyel à Paris. Cette action est probablement la plus importante menée par le Parti communiste contre la guerre du Vietnam jusqu'à aujourd'hui. Ce durcissement (très relatif on le verra) du P.C.F. dans l'action, et un certain gauchissement (aussi très relatif) dans les mots d'ordre avancés s'expliquent par l'aggravation de l'escalade au Vietnam, l'aspiration des militants du parti et de la J.C. à des entreprises de grande envergure, la pression exercée par l'existence et le développement de mouvements de masse non contrôlés par le P.C., enfin, les demandes expresses des Vietnamiens.

L'intox...

Le P.C.F. cherche par là à enrayer le développement de mouvements, tel celui du Milliard ou le Comité Vietnam National, en estompant au maximum les différences politiques et stratégiques, en rendant confus les termes du débat et en faisant sentir le poids de son influence. Les États généraux ont été décidés au lendemain de l'annonce des assises du C.V.N. Des pressants appels à la constitution de comités pour la paix au Vietnam **adhérent au Mouvement de la Paix**, sont lancés alors que se développent largement des comités de base de soutien au peuple vietnamien (voir **France nouvelle**, du 10 mai 67). A cette volonté d'isoler les militants des comités Vietnam correspondant des menaces très précises et une campagne d'intoxication. **L'Humanité** du 13 mai dénonçait violemment les opposants à la politique du P.C., les taxant globalement de « pro-chinois », et expliquant que « dans aucune manifestation, quelle qu'elle soit, les véritables amis du peuple vietnamien (c'est-à-dire les bureaucrates du parti) ne toléreront la présence de ces aventuriers » (les dits « pro-chinois »).

...et « l'unité »

Il doit, d'autre part, faire en sorte que ce durcissement n'aille pas à l'encontre de sa politique unitaire. Il s'adresse aujourd'hui jusqu'aux gaullistes. Le problème de l'union avec la F.G.D.S. se pose toujours avec acuité alors qu'elle défend sur le plan international une politique radicalement opposée. Les appels « pressants à nos camarades de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste » que lance le P.C. et les consignes de non participation aux États généraux données par Mitterrand montrent l'importance du problème. Le caractère de l'appel initial s'explique par cela.

Le déroulement des États généraux a montré le constant souci de répondre à ces deux impératifs (isoler les organisations non contrôlées et maintenir la politique « d'unité ») partiellement contradictoires.

Les préparatifs

La préparation des États généraux a été marquée par deux phénomènes importants :

— Les discussions qui se sont déroulées dans la presque totalité des réunions départementales et locales ont souvent permis de poser les problèmes politiques de fond. Dans plusieurs endroits (X^e arrondissement, Toulouse, etc.), grâce à l'intervention de militants du C.V.N., les motions présentées par les bureaucrates du P.C. ont été repoussées par la salle, jusques et y compris par de nombreux militants communistes décidés à agir. Ces discussions se sont retrouvées posées au cours de la tenue de la troisième commission des États généraux : celle sur les conditions de rétablissement de la paix.

— L'élection des délégations s'est faite de la façon la plus hétéroclite, et le plus souvent bureaucratique, qui soit. Tantôt les mandats étaient donnés à qui voulait bien les prendre, tantôt, comme à Toulouse, le P.C.F. étant minoritaire, les mandats étaient escamotés, tantôt des élections eurent lieu. La salle Pleyel n'était certainement pas rigoureusement représentative des débats et positions qui avaient été développées durant la préparation.

Tout fut fait pour qu'au cours du déroulement des États généraux, une véritable confrontation politique n'ait pas lieu dans les assemblées plénières, durant lesquelles il fut impossible à un seul « opposant » d'intervenir.

Les Vietnamiens bâillonnés

Le samedi après-midi fut consacré en totalité à l'audition de « spécialistes », aux interventions des représentants du F.N.L. et de la R.D.V., à la lecture de messages. Il est intéressant de noter le caractère « gauche » du message de Waldeck Rochet (reconnaissant le F.N.L. comme seul représentant du peuple vietnamien) mais qui n'engageait malheureusement en rien les militants de son parti, et le discours savamment confusionniste de Fourniau (du P.C.) qui défendit les « 4 et 5 points », nous expliqua que le règlement du conflit ne pouvait se faire que sur la base des accords de Genève et que le peuple vietnamien avait fait sien le mot d'ordre de « Paix au Vietnam ». Madeleine Riffaud, pour sa part, caractérisa correctement le F.N.L. et insista sur l'importance que revêtait pour la paix la nécessaire victoire du peuple vietnamien.

Les interventions des vietnamiens, bien que peu explicites pour un militant non averti, marquèrent une rupture avec la politique du P.C.F. Le représentant du F.N.L. appela à un soutien politique très clair, dénonçant l'impérialisme américain, et expliqua en fait que la paix passait par la victoire du F.N.L. Il remercia le P.C.F., les syndicats, les comités et le Mouvement du Milliard. Le délégué de la R.D.V. expliqua l'utilisation que les Américains faisaient des accords de Genève, et souligna l'importance des 4 et 5 points. D'autre plus, il cita longuement les conclusions du « Tribunal Russell » que le P.C.F. ignore au maximum. **L'Humanité** n'a cité aucun passage des discours des deux Vietnamiens, les messages envoyés du Vietnam ne furent pas lus aux États généraux et parurent incomplets dans **L'Humanité**.

Les divergences

Le dimanche matin, quatre commissions se réunirent. La première, sur l'historique de la guerre, sut tirer de cette étude des conclusions politiques sur la nécessité pour nous de lutter pour la victoire du F.N.L., unique représentant du peuple vietnamien. La seconde, sur la situation actuelle, présidée par M. Nordman, ne réussit pas à déboucher sur des conclusions politiques, malgré l'intervention d'un représentant de l'Union des étudiants vietnamiens en France qui démythifia le chantage atomique. Le débat fut tenu constamment dans les limites strictement comprises de l'objet de la commission.

La troisième commission, sur les conditions de retour à la paix, donna lieu, grâce à une large possibilité d'intervention, à un débat politique intéressant et révélateur. Ici se reflétèrent l'ensemble des divergences qui étaient apparues partout au cours de la préparation des États généraux. Derrière elle, le problème fondamental du choix de l'axe de notre lutte était posé : devait-on lutter pour la victoire du peuple vietnamien comme seule garantie d'un retour à la paix, ou devait-on lutter en tout premier lieu pour la « paix », même si, au nom de l'unité, quelques ambiguïtés quant aux caractères de cette paix étaient nécessaires ? Les principaux points de divergences portèrent sur :

— l'insertion ou non d'une dénonciation de l'impérialisme comme cause de la guerre dans la résolution politique (refusée par le P.C.F. au nom de la politique d'unité).

— La référence, comme base de résolution du conflit actuel, aux 4 et 5 points de la R.D.V. et du F.N.L. plutôt qu'aux accords de Genève (refusé par le P.C.F. au nom du caractère diplomatique des 4 et 5 points, à l'opposé des accords de Genève, et du côté « plus compréhensible pour le public français » des dits accords de Genève).

— La lutte pour le retrait **immédiat** des troupes américaines, mot d'ordre central des manifestants américains (refusé par le P.C.F. pour la lutte pour l'**engagement** au retrait des troupes U.S.).

— Enfin le désaccord le plus important, parce qu'aux conséquences les plus évidentes, portait sur la caractérisation du F.N.L. De nombreux militants luttèrent pour que la résolution appelle à la reconnaissance du F.N.L. comme **seul** représentant du peuple vietnamien, arguant que c'était là le mot d'ordre des Vietnamiens eux-mêmes, que toutes les forces luttant réellement contre l'impérialisme s'y trouvaient réunies, et que toute « troisième force » acceptée à une table de négociation ne pourrait que favoriser les Américains. Le P.C.F. se refusa à admettre dans la résolution (au nom de l'unité) le F.N.L. comme le seul représentant possible.

Tous ces débats ne sont pas formels. Ces « ambiguïtés » que l'on retrouve dans la résolution doivent permettre à des représentants de l'U.N.R. et de la F.G.D.S. de rentrer dans le mouvement ; ces forces politiques n'iront jamais jusqu'au soutien effectif au F.N.L. De plus, de telles prises de position empêchent une élévation du niveau de conscience politique des masses.

La montagne qui accouche

La quatrième commission traitait des formes d'action. Son organisation fut extrêmement bureaucratique (on fit faire de longs rapports aux représentants de départements et d'organisations...) et ne permit pas de débat quant aux perspectives. Le P.C.F. limita au maximum les actions envisagées, s'opposant à la coordination permanente (pour laisser la porte ouverte à la F.G.D.S.), refusant de prendre en charge la campagne du Milliard et la manifestation de 100.000 personnes proposée par le C.V.N. La montagne des États généraux accoucha d'un lapin : trois journées d'action en juin.

Le dimanche après-midi, en assemblée plénière, il restait « malencontreusement » du temps. Intervinrent alors des représentants (choisis) de départements qui développèrent longuement les progrès de l'unité, calculée en conseillers municipaux et députés.

Le temps ayant passé, on put entreprendre la lecture des rapports de commissions (parmi lesquels ceux de la commission 1 et 3 sont fort intéressants) qu'il serait utile de voir publier intégralement. Puis vint la lecture des résolutions. Si la résolution politique manifestait un net gauchissement par rapport à l'appel initial, elle se trouvait aussi en net retrait par rapport aux conclusions des commissions. La résolution d'action ne reprenait à son compte aucune des propositions qui avaient été faites par le Milliard ou le C.V.N. Un certain nombre de délégués s'abstinrent sur les deux résolutions. La salle ne comprit pas, une partie siffla même. Les délégués qui s'étaient abstenus auraient bien voulu s'exprimer, mais on s'aperçut alors avec regret qu'il ne restait plus assez de temps. Une partie de la salle l'admit difficilement.

La marge de manœuvre du P.C.F., coincé entre ses exigences unitaires et le développement de l'escalade, s'amenuise. Mais le gauchissement manœuvrier qu'il s'est vu obligé d'opérer aux États généraux ne change en rien sa politique fondamentale.

Jacques GIRANDOT.

Serge NITHOU.

ECHECS et ESCALADE

(suite de la page 1)

A ce sujet, il faut encore une fois remarquer combien porte à faux l'analyse des mouvements pro-chinois dans la mesure même où elle rend compte exclusivement des raisons des échecs de l'intervention américaine. Dans la situation actuelle, ces échecs mêmes poussent les Américains à l'intensification de la guerre, tant qu'il n'y a pas blocage de l'escalade.

Un test

La contre-escalade implique l'organisation internationale du soutien politique au F.N.L. Et le soutien matériel, qui en fait partie intégrante, en consti-

Un théâtre au service de la lucidité politique

V comme Vietnam

d'Armond GATTI

Montée sur la suggestion du « Collectif intersyndical universitaire d'action pour la paix au Vietnam », la dernière pièce d'Armond Gatti, « V comme Vietnam », depuis sa brillante création par les comédiens du Grenier de Toulouse voilà deux mois, et après une importante tournée en province, vient d'aborder la capitale (dans le cadre des activités du T.E.P.).

Par son contenu comme par sa forme (l'une ne pouvait d'ailleurs se dissocier de l'autre), la pièce de Gatti est un événement théâtral que l'on ne doit pas manquer. Si la guerre du Vietnam est le thème fondamental, le spectacle n'est pourtant ni un simple documentaire ni un montage a priori. En fait — avec en guise de rideau de fond un immense V — la pièce se déroule dans la citadelle même des responsables de cette guerre. La scène c'est le Pentagone où, autour d'une formidable machine électronique (la Chataigne), s'agitent militaires et civils : Quadrature (MacNamara), Mégashérif (Johnson), le Dr X.X.X. (responsable des Services psychologiques) et différents chefs des armées d'intervention. C'est sur cette construction théâtrale — qui fait en grande partie l'originalité de la mise en scène — que toute la logique politique va s'imposer, non pas sous l'angle d'une prise de position intellectuellement abstraite, mais dans l'expression même d'un simple constat : en dépit de ses ordinateurs et de la supériorité technique de son armement, la force américaine est tenue en échec par les combattants vietnamiens, parce que ceux-ci savent que leur lutte a pour objet la défense de leur révolution (l'un d'eux évoque très justement la réforme agraire). Ici, l'heureuse trouvaille de Gatti, c'est d'avoir réalisé la représentation scénique de ce rapport de forces dans l'opposition entre le cerveau électronique de la puissante Machine de guerre américaine, et la force irréductible de la réalité vietnamienne symbolisée par une planche à clous. A la fin, le « coup de théâtre » se produit : la planche à clous fait littéralement exploser la Chataigne !

Lorsque la pièce s'achève, le théâtre n'est plus simplement jeu théâtral, mais appel viril à la prise de conscience publique quand l'acteur (qui interprétait la Quadrature) abandonne son personnage pour proclamer : « Mon rôle est fini, mais je n'en reste pas moins enfermé dans les sept lettres qui forment le mot Vietnam. L'humanité entière fait aujourd'hui partie de chacune de ses rizières, de chacun de ses peuples, de chacun de ses hauts-plateaux. » Le mot de la fin exprime ce témoignage lucide sur le sens du combat : « Il y a des fusils qui, au bout de la trajectoire de leurs balles, apportent l'espérance. Vietnam sera le nom de l'homme droit devant le soleil. La forêt est en marche. Que la prophétie se réalise. »

C'est dans cette perspective que la pièce de Gatti qui milite, non pas pour une « paix » équivoque, mais pour la victoire du Vietnam (c'est tout le sens du titre) est une contribution positive à la cause de la révolution vietnamienne.

tue pour les Américains le test apprécié, notamment par la nature et le rythme de l'aide soviétique en armes aux Vietnamiens (puisque c'est de l'U.R.S.S. que la fourniture d'armes peut être la plus forte). Tant que les livraisons d'armes sont dosées au fur et à mesure de l'escalade, voire la suivent en conservant les distances, au lieu d'être accélérée afin de prévenir sa progression, l'escalade continue.

L'aide des États ouvriers ne sera satisfaisante que lorsque un pourcentage infimes d'avions américains rentreront seulement de leurs missions au Nord, et que les pertes en hommes seront au moins égales. Il faut des avions et des fusées efficaces au Vietnam.

Anne LEIRES.